

Traduction de la critique du livre de Naomi Klein « La stratégie du choc » par Johan Norberg

La stratégie du choc de Naomi Klein prétend être un exposé sur la nature impitoyable du capitalisme libéral et sur son plus moderne représentant, Milton Friedman. Klein argue du fait que le capitalisme va de pair avec la dictature et que les dictateurs et d'autres figures politiques sans scrupules tirent profit des « crises » : véritables catastrophes ou fabriquées de toutes pièces appelées à consolider les pouvoirs et les réformes impopulaires. Klein cite le Chili sous le Général Augusto Pinochet, la Grande-Bretagne sous Margaret Thatcher, la Chine pendant la crise de Tiananmen, et la guerre actuelle en Irak comme exemples de ce processus. L'analyse de Klein est discutable à plusieurs niveaux. Les propres mots de Friedman le montrent plutôt comme un avocat de la paix, de la démocratie, et des droits individuels. Il a argué du fait que les réformes économiques progressives étaient souvent préférables à des réformes rapides et que le public devrait être pleinement informé au sujet de celles-ci, pour mieux s'y préparer. De plus, Friedman a condamné le régime de Pinochet et s'est opposé à la guerre en Irak. Les exemples historiques de Klein tombent également après un examen minutieux. Par exemple, Klein allègue que la répression de la Place Tiananmen a été destinée à écraser des réformes pro-marchés, quand en fait elle a ralenti la libéralisation pendant des années. Elle argue du fait également que Thatcher a utilisé la guerre des Malouines comme couverture pour ses politiques économiques impopulaires, quand en fait sa politique économique a eu un fort soutien populaire. Les études sur la liberté politique et économique indiquent que moins libérés politiquement, les régimes tendent à résister à la libéralisation du marché, alors que des états avec une plus grande liberté politique tendent à poursuivre la liberté économique.

Depuis l'automne dernier le livre de Naomi Klein est devenue une bible pour de jeunes activistes anticapitalistes. Les critiques établies l'ont félicitée. Comme le philosophe John Gray l'explique dans *The Guardian* : « Il y a très peu de livres qui nous aident vraiment à comprendre le présent. « La stratégie du choc » est l'un de ces livres. » Dans le *New York Times*, le Prix Nobel Joseph Stiglitz écrit que c'est « une riche description des machinations politiques nécessaires pour renforcer des politiques économiques néfastes dans les pays émergents. » Selon Amazon.com, il est l'un des 10 meilleurs essais de 2007. La thèse de Klein est que la libéralisation économique est impopulaire et peut, en conséquence, seulement triompher en trompant ou en contraignant les citoyens. En particulier, les idées propres au libre-échange se bâtissent sur des crises. Lors d'une catastrophe naturelle, d'une guerre, ou d'un coup militaire, les gens sont désorientés et luttent pour leur propre survie ou leur bien-être immédiat, ceci est une bonne opportunité pour des sociétés, des politiciens, et des économistes pour libérer les échanges, privatiser, et pour abaisser les dépenses publiques sans faire face à la moindre opposition. Selon Klein, les économistes du « néo-libéralisme » ont accueilli l'ouragan Katrina, le tsunami 2004 indonésien, la guerre d'Irak, et les coups militaires sud-américains des années 70 comme des opportunités d'effacer des politiques passées et d'introduire des modèles de marchés radicaux. Si les guerres et les désastres ne sont pas suffisants pour choquer les citoyens, les néolibéraux sont soi-disant heureux de voir les adversaires de la réforme attaqués et torturés. Le « bandit en chef » dans le scénario de Klein est Milton Friedman, l'économiste de Chicago qui a fait plus que n'importe qui, au 20^{ème} siècle pour vulgariser les sciences économiques du libre-échange. Pour son cas, Klein exagère les réformes de marché qui ont eu lieu en période de crise, souvent en ignorant les événements principaux et en réécrivant des chronologies. Elle emploie des métaphores légères et des déformations hasardeuses pour affirmer que le libre-échange est une forme de violence. Elle confond le libéralisme avec le corporatisme et le néo-conservatisme et blâme Milton Friedman de réformes qu'il aurait encouragées en secret. Ce faisant, elle s'engage dans une distorsion des plus malveillantes qui se

puisse concevoir dans un travail important ces dernières années. Klein tente de dépeindre le bon Dr. Friedman en tant que monstre froid, une espèce de M. Hyde des marchés...

Dr. Friedman et M. Hyde

Selon Klein, Milton Friedman voit les crises comme une manière de désorienter les gens. Le public étant préoccupé, l'économie peut être drastiquement libéralisée sans tenir compte des coûts humains. C'est « La stratégie du choc » selon Klein, la source même d'inspiration pour tous ces réformateurs qui plébiscitent apparemment les conflits, les désastres, et la guerre. Dans le court-métrage peu subtil qui accompagne le livre, Klein affiche des citations au-dessus des images des prisonniers torturés, pour donner l'impression que c'est le genre de crise que Friedman plébiscite. Les citations ne sont pas extraites d'un des essais les plus influents de Friedman. Elles sont tirées de l'introduction très brève à l'édition 1982 de « Le capitalisme et la liberté » (qui a été initialement éditée en 1962) et ce livre n'a pas pour sujet les crises. Il parle du fait relativement indiscutable que les gens changent leurs façons de faire, quand les vieilles méthodes tombent en panne. Quelque chose que Klein ne contredit pas. La thèse de Klein est que le libéralisme économique est impopulaire et peut, en conséquence, seulement l'emporter en trompant ou en contraignant. (Cet intérêt pour les marchés libres s'est développé pendant que le communisme échouait en Chine et en Union Soviétique, et que les Etats-Unis et le Royaume-Uni souffraient de la stagflation), il est évident que Friedman n'a pas préconisé des chocs et des crises pour forcer à abandonner les vieilles voies. Mais dans le reste du livre, Klein prétend montrer que Friedman était en faveur des crises délibérément provoquées. Klein fournit également des citations pour renforcer cette idée, et elles sont placées hors du contexte initial. Elle avance que le concept de Friedman de la « tyrannie du statu quo » signifie la tyrannie des citoyens, et qu'une crise était nécessaire pour que les politiciens passent outre le processus démocratique. La « tyrannie du statu quo » était une idée différente. Elle décrivait un triangle de fer constitué de politiciens, de bureaucrates, et de lobbies particuliers (entreprises, par exemple) prêts à mettre en avant leur propre intérêt au détriment des citoyens. Quand Klein parle des suggestions de Friedman pour réduire l'inflation, elle écrit, « Friedman a prévu que la vitesse, la précipitation et la portée des changements économiques provoqueraient des réactions psychologiques et que cela faciliterait les ajustements ». Klein donne l'impression que Friedman était brutal et voulait provoquer des difficultés pour désorienter et pour pousser ses réformes. L'utilisation des mots « réactions psychologiques » est également importante, parce que Klein essaie d'associer des réformes libérales à la torture psychologique et aux chocs électriques. Mais les citations prouvent que Friedman a eu quelque chose de très différent à l'esprit : « Je crois que les réformes devraient être annoncées publiquement dans le plus grand détail... Plus le public est informé, plus ses réactions facilitent la réforme. » En d'autres termes, si les personnes ne sont pas ignorantes, mais pleinement informées, elles facilitent la réforme en changeant leur comportement. La vue de Friedman était à l'opposé de celle de Klein. De la même manière, Klein donne l'image d'une « école de Chicago » remplie de dogmatiques et de fondamentalistes, soumettant leurs étudiants à un lavage de cerveau. La réalité est que l'école de Chicago est devenue éminente, pas simplement pour sa qualité, mais pour sa tolérance. Toutes les idées étaient bienvenues tant que vous pouviez les discuter. Tolérance mentionnée par Friedman lui-même « pour sa diversité » qui est une des raisons du succès de l'école de Chicago. Ayant parlé aux anciens collègues et aux étudiants de Friedman, son biographe, Lanny Ebenstein écrit qu'il a encouragé des étudiants à prendre d'autres approches que les siennes propres et il n'a pas essayé de les convertir à ses positions. Sa méthode était le test rigoureux des hypothèses avec des données empiriques, et il était prompt à admettre ses erreurs.

Six jours au Chili

Klein cite l'influence des idées de Milton Friedman sur la dictature militaire d'Augusto Pinochet au Chili dans les années 70 comme une nouvelle preuve que le libre-échange

se fonde sur la tyrannie et la torture. Elle écrit que Friedman a agi en tant que « conseiller du dictateur chilien. » Ceci est erroné. Friedman n'a jamais fonctionné comme un conseiller et n'a jamais reçu un penny du régime chilien. Il a même décliné deux diplômes honorifiques des universités chiliennes qui avaient reçu l'aval du gouvernement parce qu'il a pensé qu'ils pourraient être interprétés comme un soutien du régime. Cependant, il était au Chili pendant six jours en mars 1975 pour donner des conférences publiques, invité sur initiative privée. Là, il a rencontré Pinochet pendant environ 45 minutes, et lui a écrit une lettre peu après, discutant d'un plan pour juguler l'hyper-inflation et libéraliser l'économie. C'était le même genre de conseil que Friedman a donné aux dictatures communistes comme l'Union Soviétique, la Chine, et la Yougoslavie, pourtant personne ne songerait à le dénoncer comme communiste.

Selon Klein, Friedman ne s'est pas inquiété du coût social de la fin de l'hyper-inflation, ce qui est faux. Elle ne mentionne jamais qu'il a proposé des réformes qui abaisseraient le chômage temporaire ou qu'une de ses recommandations était de créer un programme d'aide pour les chômeurs. Klein écrit que le coup d'état chilien en 1973 était néolibéral, exécuté de sorte que les économistes libéraux chiliens (« les garçons de Chicago ») puissent réformer l'économie. Elle veut donner l'impression que les néolibéraux ont du sang sur leurs mains, la période la plus violente s'étant produite peu de temps après le coup. Dans ce dessein, elle doit inventer une nouvelle chronologie et prétendre que la libéralisation a commencé le premier jour où la junte a pris le pouvoir. Ceci crée un problème dans son argumentation. Si la libéralisation avait commencé le premier jour, alors il est impossible que la visite de Friedman ait eu une importance si considérable et ait lancé la vraie transformation, parce que cette visite n'a pas eu lieu avant mars 1975. La réalité était que les fonctionnaires militaires qui étaient responsables de l'économie au début, étaient souvent corporatistes et paternalistes et que leurs idées s'opposaient aux « Chicago boys » au sujet des réformes. Par exemple, l'armée de l'air a bloqué des réformes pro-marché dans la politique sociale jusqu'à 1979. Lorsqu'elle ne fut plus en mesure de régir l'inflation qui s'emballait au moment de la visite de Friedman, Pinochet a soutenu la libéralisation et a offert à des civils des ministères. Cela a été un succès. Klein aurait pu employer la vraie chronologie pour blâmer Friedman d'aller à la rencontre d'une dictature qui a torturé ses adversaires. Pour soutenir sa thèse que le libéralisme économique a besoin de violence, elle doit faire admettre que la torture et la violence faisaient partie du plan de Friedman. Plusieurs chapitres après, Klein admet dans de brèves citations que Friedman n'a pas soutenu les politiques autoritaires de Pinochet, ce qui est une image plutôt faible de son désaccord avec un régime qu'il a qualifié de « terrible » et d'« ignoble. » Pour Klein, la définition de Friedman de la liberté signifie que « les libertés politiques sont fortuites, même inutiles, comparées à la liberté du commerce sans restriction. » Ce n'était pas la vision de Friedman. Il a pensé qu'il y avait un lien, parce que les personnes plus riches dans une économie croissante commençaient rapidement à exiger des droits politiques. Dans sa dernière entrevue, Milton Friedman a averti qu'il était beaucoup plus pessimiste au sujet de la Chine que de l'Inde, en raison du système politique autoritaire de la Chine. Selon lui, la Chine « se dirige vers le trouble, parce que la liberté économique et le collectivisme politique ne sont pas compatibles. » Du point de vue de Friedman, une des raisons principales de tenter d'obtenir des communistes et des régimes militaires d'adopter des politiques économiques libérales est d'augmenter leur chance de devenir démocratiques. Comme il l'a écrit en 1975 : « *Je n'approuve aucun de ces régimes autoritaires - les régimes communistes de la Russie et de la Yougoslavie ni les juntes militaires du Chili et du Brésil. Je ne considère visiter aucune d'entre elles comme un privilège. Je ne considère pas donner des conseils sur la politique économique comme immorale si les conditions semblent être telles que l'amélioration économique contribuerait au bien-être des gens et à leur donner l'espoir d'une libération politique.* »

Friedman pensait que la libéralisation économique menait à la libéralisation politique. Quand Friedman est venu au Chili, l'inflation était de 340 %. Il a pensé qu'il était

mieux pour le bonheur des personnes et leur liberté future que ce pays ait une bonne économie. Les vues réelles de Friedman sont ainsi contraires à une stratégie de choc. L'exemple chilien traduit l'opposé de ce que Klein pense.

Couper-coller

Comme indiquée ci-dessus, une des méthodes préférées de Klein pour donner de Friedman l'image du méchant est de faire des citations hors contexte. Mais parfois les mots sont éloignés de ce que Klein veut montrer, alors elle reste silencieuse au sujet des vraies idées de Friedman. L'exemple le plus évident est qu'elle juge Milton Friedman responsable de la guerre d'Irak, à laquelle elle consacre la plus longue partie de son travail. Elle prétend que Friedman était « néoconservateur » et favorable à une politique extérieure américaine agressive, arguant que l'Irak a été envahi de sorte que des politiques du modèle de Chicago aient pu être implantées. Klein va même jusqu'à suggérer que les fonctionnaires de l'administration Bush ont congédié l'armée irakienne et le parti Baas parce qu'ils étaient trop assujettis au secteur public. Nulle part, elle ne mentionne les vues réelles de Friedman au sujet de la guerre. Friedman lui-même a dit : « *J'ai été opposé à l'invasion de l'Irak dès le début. Je pense que c'était une erreur, pour la simple raison que je ne crois pas que les Etats-Unis d'Amérique doivent être impliqués dans une agression.* » En 1995, il a décrit sa position de politique extérieure en tant qu'« anti-interventionniste. » Klein blâme également les sciences économiques de Friedman et de l'école de Chicago, les actions du Fonds monétaire international pendant la crise financière asiatique et la confiscation de la terre des pêcheurs du gouvernement sri-lankais pour construire les hôtels de luxe après le tsunami. Pourtant Friedman pensait que le FMI ne devrait pas être impliqué en Asie, et il a soutenu qu'on devrait interdire des gouvernements d'exproprier et de donner des propriétés privées aux promoteurs. Naturellement, Klein pourrait arguer du fait que Friedman était dans un certain sens une source d'inspiration pour ces politiques, quoiqu'il ait été opposé à elles. Mais elle ne fait pas cela. Elle laisse entendre qu'il était d'accord avec eux. Elle cite des entrevues réelles où il s'oppose à la guerre d'Irak et aux actions du FMI en Asie, mais elle ne cite pas les passages de ses dénonciations. Peut-être essaie-t-elle de tromper le lecteur ? Ou quelqu'un la trompe-t'il ? Voici mon hypothèse : Ce livre n'était pas vraiment au sujet de Friedman. Il a commencé comme un livre sur la guerre d'Irak, mais Klein s'est bientôt rendu compte qu'il pourrait être étendu à la crise et au capitalisme en général. Mais même dans son premier article sur le « capitalisme du désastre » en mai 2005, il n'y a aucune mention de Friedman. Mais pendant sa recherche, peut-être même à la mort de Friedman, elle s'est rendu compte qu'elle pourrait faire entrer le gourou du marché libre dans son histoire. Klein a fait un collage de citations pour adapter son argumentation. Cela pourrait expliquer pourquoi elle fait dire aux mots de Friedman l'opposé de ce qu'ils indiquent dans leur contexte réel, et pourquoi elle est silencieuse quand ses mots contredisent sa thèse, même lorsque les contradictions apparaissent dans les mêmes entrevues et articles qu'elle cite. C'est juste une hypothèse. Mais c'est une explication plus attrayante que l'autre, qui serait qu'elle trompe consciemment les lecteurs, bien que des contrôles simples de ses sources dévoilent ses erreurs.

Choquer et intimider

Quoique Klein se trompe au sujet de Friedman, elle pourrait être dans le vrai dans sa thèse montrant qu'il est plus facile de libéraliser en période de crise, et qu'il y a une connexion proche entre la libéralisation économique et la violence des dictatures. Elle donne des exemples de dictatures qui ont libéralisé l'économie, comme le Chili et la Chine, mais elle construit également une métaphore au sujet du rapport entre la « thérapie de choc » dans les sciences économiques et les chocs électriques de la torture. Cette métaphore hasardeuse considère que les pays usant de réformes libérales ont tendance à torturer par l'électricité, comme dans le Chili de Pinochet ou en Irak avec les forces américaines. Elle commence par Ewen Cameron, le psychiatre qui a utilisé des chocs électriques et d'autres techniques altérant le cerveau des patients. Le chapitre suivant, sur Milton Friedman et ses tentatives de favoriser le libre échange

s'appelle « l'autre docteur Shock. » Et naturellement, plus tard dans le livre, les chocs électriques et la thérapie de choc sont associés à la stratégie militaire des États-Unis du « choc intimidant » comme l'invasion de l'Irak. Comment provoquer ce choc ? Plusieurs dictatures ont libéralisé leurs économies ces dernières années et certaines ont également torturé leurs adversaires. Mais que signifie cette liaison ? Si nous regardons l'indice de la liberté économique de l'Institut Fraser des statistiques du monde (EFW Economic Freedom of the World), nous trouvons seulement quatre économies qui n'ont pas du tout libéralisé depuis 1980. Toutes les autres l'ont fait. Évidemment ceci signifie également que nous verrons la libéralisation économique dans les dictatures brutales, comme dans des démocraties paisibles. Klein se fonde sur sa traduction personnelle des anecdotes et n'essaie jamais de donner des preuves. C'est une omission compréhensible, parce que les données ne supportent pas son argument. Il y a une corrélation très forte entre la liberté économique d'une part et les droits politiques et les libertés civiles de l'autre. Le quart des pays avec les points 1.8 de liberté économique en moyenne (1 = le plus libre, 7 = minime) ; le deuxième quart le plus libre obtient 2.0 ; le tiers : 3.4, et le dernier quart obtient 4.4. En moyenne, le quart économiquement le plus libre est plus démocratique que Taiwan, et le quart le moins économiquement libre est moins démocratique que le Nigéria.

Rendre le libéralisme violent

Une étude 2007 prouve qu'il y a une majorité dans 41 des 46 pays sondés qui pensent que la plupart des personnes vivent plus aisément dans une économie de marché. Dans la plupart des pays, une majorité écrasante pense ainsi. Klein ne nous fournit jamais aucune étude comparative pour prouver que les marchés libres sont impopulaires. Elle ne parle pas des démocraties rapidement libéralisées comme l'Islande, l'Irlande, l'Estonie, l'Australie. Il y a une corrélation très forte entre la liberté économique d'une part et les droits politiques et les libertés civiles de l'autre. Ces pays ne sont pas antidémocratiques et brutaux. Cependant, elle étudie la Grande-Bretagne sous Margaret Thatcher, et argue du fait qu'elle a également compté sur des chocs et la violence pour réformer. Thatcher a remporté l'élection en 1983 en raison de l'appui qu'elle a obtenue avec la guerre des Malouines- ce qui ne prouve pas le « capitalisme de désastre » comme stratégie délibérée, sachant que c'était une guerre que Thatcher n'a pas déclaré. Klein ne mentionne jamais qu'une autre raison de la popularité croissante de Thatcher était que l'économie britannique s'est améliorée rapidement, ce qui contredit l'argument consistant à dire que la libéralisation atteint les personnes de plein fouet. Klein tente plus loin d'associer Thatcher à la violence en notant qu'elle a fermé les mines de houille en dépit des grèves de 1984-85, une action qui a mené, pour maintenir l'ordre à la violence. « *Thatcher a lâché la pleine puissance de l'état sur les mines,* » selon Klein, et elle mentionne spécifiquement l'attaque de Orgreave par 8.000 policiers anti-émeutes en juin 1984. Klein n'entre pas dans les détails, et elle avance que Thatcher a envoyé la police parce qu'ils étaient en grève. Mais la violence avait commencé parce que les grévistes bloquaient les mines et arrêtaient les mineurs qui voulaient travailler, en usant de brutalités. Évidemment il y a eu brutalité de la police, mais elle a commencé afin de protéger les mines, les mineurs, et les policiers, mais pas comme un moyen d'imposer une idéologie par la force. Plus préjudiciable pour le cas de Klein, Thatcher n'implantait pas des réformes impopulaires. Au contraire, les études pendant la grève ont prouvé que le public s'est systématiquement opposé aux grévistes, et que l'opposition s'est développée pendant la grève. En décembre 1984, 26 % ont eu de la sympathie pour les mineurs, et 51 % pour les employeurs. Seulement 7 % ont approuvé les méthodes des grévistes, et 88 % ont désapprouvé. Ce n'était pas principalement Thatcher qui avait institué la violence pour mettre en place des idées impopulaires, c'étaient les grévistes qui employaient la violence pour bloquer des idées populaires de Thatcher.

Fabrication d'un libéralisme violent

L'essence de l'argument de Klein est que les réformes des marchés coexistent avec les plus brutales des dictatures. Dans le monde de Klein, la brutalité et la torture dans les

régimes autoritaires sont une manière pour que la classe dirigeante force les réformes économiques libérales. Il est important pour elle que le Chili ne soit pas une exception, parce que s'il l'était, alors Friedman pourrait avoir raison quand il dit que la chose étonnante n'était pas que le marché ait fonctionné, mais que les généraux lui aient permis de fonctionner. En effet, elle tente de prendre le Chili comme contre-exemple de l'argument de Friedman qu'une économie réussie pourrait modérer un régime brutal et au final restaurer la démocratie. Par conséquent Klein doit montrer que plusieurs autres dictatures brutales étaient le fait de réformateurs libéraux. Pour éviter de parler seulement du Chili, elle inclut également la dictature militaire argentine de 1976-83. Avec ces deux exemples, elle prétend que la région méridionale de l'Amérique latine est l'endroit où « le capitalisme contemporain est né. » Elle appelle même les deux juntes : École de Chicago des gouvernements. En Argentine, il existait en effet des conseillers de l'Université de Chicago. Il y a une forte demande d'économistes de Chicago partout, ainsi ils ont été dans beaucoup d'endroits, et cette idée suffit à alimenter la théorie de la conspiration de Klein. Ce que Klein ne mentionne jamais comme une autre raison de la popularité croissante de Thatcher était que l'économie britannique s'est améliorée rapidement en même temps. Une comparaison avec la Suède prouve que l'Argentine était en retard en terme de gains en liberté économique, allant de 5.62 à 6.63 entre 1975 et 1985. Selon Klein, le cône méridional de l'Amérique était « *le premier endroit où la religion contemporaine des marchés libres sans entrave échappés des ateliers de sous-sol de l'Université de Chicago a été appliqué dans le monde réel.* » En fait, après la dictature militaire censée appliquer ces idées avec une ardeur religieuse, l'économie de l'Argentine était moins libre que nombre de pays de l'Est, y compris la Pologne, la Hongrie, et la Roumanie. Comment Klein parvient à transformer une économie qui était moins libérale que les économies planifiées de l'Europe de l'Est en 1985 en laboratoire de Chicago ? À nouveau, elle s'appuie sur des métaphores hasardeuses. Par exemple, quelques prisonniers argentins ont été déshumanisés en étant forcé de choisir entre plus de torture pour eux-mêmes ou plus de torture pour un autre prisonnier. Puisque Klein pense que le marché libre est un jeu à somme nulle, elle interprète cet abus comme une manière de forcer les prisonniers à plus d'individualisme. Selon Klein, « *ils avaient succombé à l'éthos impitoyable du capitalisme de laissez-faire.* » et sur la page suivante, elle présente une image : Un centre commercial snob à Buenos-Aires a été construit où il y avait par le passé un centre de torture. La conclusion de Klein : « *Le projet d'école de Chicago en Amérique latine a été tout à fait littéralement établi sur les camps secrets de la torture.* » ainsi s'ils avaient construit un bureau de sécurité sociale à la place, aurait-ce été une preuve de la proche connexion entre l'état providence et la torture ? Ses arguments ne sont pas aussi souvent tirés par les cheveux, mais Klein exagère souvent les éléments du marché dans tout ce qu'elle peut associer à une crise. Par exemple, elle écrit que l'ouragan Katrina est utilisé par les politiciens des États-Unis pour introduire « une version fondamentaliste du capitalisme » à la Nouvelle-Orléans. Dans un autre exemple elle déforme les idées de l'économiste John Williamson, qui a inventé le terme « consensus de Washington, » à propos de sa recommandation que des « entreprises publiques devraient être privatisées. » En fait, Williamson s'est opposé à la privatisation générale. Au lieu de cela, il a recommandé que les gouvernements se montrent prudents avec les entreprises quand il est difficile de créer la concurrence (il mentionne le transport en commun) ou des cas d'externalités (par exemple, approvisionnement en eau). Mais il est important que Klein dépeigne Williamson comme radical pour deux raisons. La première raison est que ceci aide à dépeindre le consensus de Washington (le gouvernement des États-Unis, le FMI, la banque mondiale) comme un organisme atteint de Friedmanite aigu et comme la partie radicale d'une croisade globale de l'école de Chicago. La deuxième raison est que Williamson est le seul économiste dont elle a trouvé réellement des citations demandant s'il pouvait être bon de provoquer une plus petite crise (inflation) pour obtenir l'accord pour des réformes. C'était juste une question à une conférence en 1993 pour provoquer la discussion, mais ce seul mot était suffisant pour que Klein

écrive sur la page suivante que cela faisait « partie d'une stratégie globale ». Klein exagère souvent l'influence du marché dans tout ce qu'elle peut associer à une crise.

La réécriture de la Place Tiananmen

Klein voit la Chine en tant qu'autre exemple d'un pays ayant adopté les idées de Friedman et imposé la réforme du marché de façon violente. Pour construire son argumentation, elle réécrit l'histoire du massacre de la Place Tiananmen de 1989 et prétend que les protestataires ont été principalement opposés à la libéralisation économique. Selon Klein, le parti communiste, mené par Deng Xiaoping, a attaqué les étudiants afin de poursuivre son programme de libre-échange et passer avec les réformes les plus rapides encore, alors que les gens étaient toujours sous le choc. Comme elle le fait dans beaucoup de cas, Klein commence avec précaution à citer un intellectuel et un protestataire de gauche chinois en disant que c'est une traduction. Mais bientôt, sans fournir plus de preuves, elle énonce avec confiance que les protestataires se sont opposés « à la nature spécifiquement Friedmanienne des réformes » et que le « massacre... a rendu la thérapie du choc possible. » Et dans le reste du livre, elle voit ceci en tant qu'un nouvel exemple de la façon dont marché et violence vont de pair. Mais si les étudiants protestaient contre la réforme économique, ils ont rarement exprimé ce grief. Au lieu de cela, ils ont manifesté en faveur de la démocratie, de la transparence du gouvernement, et de l'égalité devant la loi, et contre la bureaucratie et la violence.

Zhao Ziyang a été mis sur la touche parce qu'il a soutenu les protestataires, et il a passé le reste de sa vie sous assignation à domicile. Friedman l'avait rencontré dans Pékin en 1988 et lui a écrit une lettre de conseil, une autre association avec un tyran que Klein blâme. Les rivaux de Zhao, y compris Li Peng, qui poussait pour une répression violente des protestataires, maintenant essaient de revenir en arrière sur les réformes du marché et de réintroduire des contrôles de l'économie. Loin d'être le début de la thérapie de choc, la Place Tiananmen était presque la fin de la libéralisation économique en Chine. Klein écrit que « *Tiananmen a préparé le terrain pour une transformation radicale exempte de la crainte de la rébellion.* » mais la Chine était réellement moins économiquement ouverte en 1990 qu'en 1985, (de 5.11 à 4.91 sur une échelle de 1 à 10.) Klein transforme la chronologie, et elle le sait, parce qu'elle écrit que Deng a ouvert l'économie chinoise « en trois années juste après le massacre. » elle doit changer la signification « d'immédiat » à « trois ans, » parce que pendant trois années après la Place Tiananmen, le mouvement de réforme a hésité. Loin d'être le début de la thérapie de choc, la Place Tiananmen était presque la fin de la libéralisation économique en Chine. Klein truque la chronologie. Pour prouver que les réformes économiques radicales peuvent se produire seulement dans les dictatures, Klein récapitule en comparant la Chine et la Pologne démocratique pendant la fin des années 1980 et le début des années 90 : En Chine, où l'état a utilisé une méthode sans gants usant de terreur, de torture et d'assassinat, le résultat aurait été, du point de vue du marché, un succès sans réserve. Dans la Pologne, où seulement le choc de la crise économique et de l'évolution rapide était amortie, il n'y avait aucune violence manifeste que les effets du choc et les résultats furent bien plus ambigus. À nouveau, Klein énonce simplement des conclusions sans aucun chiffre pour les prouver. Si nous jetons un coup d'oeil aux données de libération économique, nous voyons les erreurs de Klein dans son effort de dessiner un lien entre la violence et le libéralisme économique. La Chine est loin de la Pologne dans la liberté économique, et elle s'est améliorée beaucoup plus lentement. En 1985, l'économie de la Pologne était beaucoup moins ouverte, avec 3.93 contre la Chine 5.11. En 1995, la Pologne avait rattrapé son retard et toutes les deux obtenaient 5.3. En 2005, la Pologne démocratique était devant avec 6.83, alors que la Chine marquait 5.9.

Le conservatisme de gouvernement

La suggestion de Klein que les crises bénéficient aux marchés libres est sujet à controverse pour ne pas dire plus. En fait, les politiciens et les fonctionnaires de gouvernement utilisent souvent les crises pour augmenter leurs budgets et leur

pouvoir. La Première Guerre Mondiale a mené au communisme en Russie, et l'hyperinflation et la dépression ont mené au national-socialisme en Allemagne. La guerre et les désastres sont rarement des amis de la liberté. Quand la crise se termine, le gouvernement ne revient pas à son état précédent, au lieu de cela il garde une partie du pouvoir et de l'argent qu'il a saisi pour affronter la crise. L'état, pas le marché, se développe sur des crises. La « *guerre est un ami de l'état. En temps de guerre, le gouvernement fera des choses qu'il ne ferait pas d'habitude,* » a dit un économiste célèbre expliquant pourquoi il s'est opposé à la guerre d'Irak. Cet économiste était Milton Friedman. L'administration Bush a utilisé la guerre pour augmenter excessivement les pouvoirs du gouvernement fédéral, et Bush a augmenté la dépense fédérale davantage que n'importe quel autre président depuis Lyndon Johnson (un autre président guerrier) et ceci n'est pas simplement l'impression des libertariens déçus. Un sondage, juste avant les élections de 2006 a prouvé que plus de 55 % des votants américains pensaient que les républicains étaient un grand parti de gouvernement. On pourrait penser que Klein devrait trouver difficile d'expliquer cette exception majeure à sa thèse. Mais elle ne le fait pas. Au lieu de cela elle utilise les Etats-Unis après 9/11 comme un exemple important justifiant sa thèse. Elle prétend que les attaques terroristes ont donné à l'administration Bush la possibilité d'implémenter les idées de Friedman, en faisant bénéficier ses amis dans la défense et des industries de la sécurité de nouveaux contrats et montants sans précédent. Klein n'explique jamais clairement pourquoi c'est de la Friedmanite. Dans le monde réel, Friedman « *avait toujours souligné la dispersion dans des dépenses excessives et le danger pour la liberté politique posée par le militarisme,* ». Voir les mots de son biographe, Lanny Ebenstein.

Ainsi Klein confond le libéralisme du gouvernement limité de Friedman avec le néoconservatisme et le corporatisme par l'octroi pur de privilèges particuliers aux sociétés dépassant ce qu'elles pourraient gagner sans l'aide des gouvernements. Car Klein le voit, dans l'Amérique de Bush « *vous avez le corporatisme : importantes affaires et grand gouvernement combinant leur pouvoir formidable de régler et contrôler l'ensemble des habitants.* » et ceci résonne, assez improbablement, comme une critique libertarienne saine de la gestion de Bush. Le seul problème est que Klein pense que c'est l'« *apogée de la contre - révolution lancée par Friedman* » et que *l'équipe de Bush l'a implantée.* » Même lorsque le gouvernement fédéral viole toutes les règles dans le livre de Milton Friedman, Klein blâme Friedman. Klein écrit au sujet du manque de franchise dans l'économie irakienne : « *Toutes les... sociétés des États-Unis qui étaient en Irak pour tirer profit de la reconstruction faisaient partie d'un vaste racket protectionniste par lequel le gouvernement des États-Unis a créé des marchés avec la guerre, empêché les concurrents de se présenter, tout en leur garantissant un bénéfice au dépens des contribuables* ». De nouveau, ceci serait une excellente critique de Friedman de la façon dont les gouvernements enrichissent leurs amis aux dépens des contribuables, mais Klein termine le paragraphe de cette façon : « *La croisade de l'école de Chicago... avait finalement atteint son zénith dans ce nouveau contrat.* » Klein confond à plusieurs reprises le libéralisme (ou « le néolibéralisme ") et le néoconservatisme. Elle semble penser qu'ils sont identiques, et elle appelle même l'institut Cato un groupe de réflexion néoconservateur. Elle écrit au sujet « *du mouvement Friedmanien qu'il est neoconservateur par essence.* » Ainsi chaque fois que Bush agrandit le gouvernement pour favoriser des buts conservateurs, Klein tient Milton Friedman et d'autres instituts libéraux tels que Cato comme responsable, quoique chacun se soit opposé à l'expansion du gouvernement et à la guerre d'Irak. Il est évident que Klein ne sait pas ce qu'est et n'a pas pris la peine d'analyser le néoconservatisme. Elle écrit dans son élan que Friedman était néoconservateur et préconise que les néoconservateurs depuis longtemps sont pour « *l'élimination du domaine public, la libération totale pour des sociétés et une dépense sociale squelettique.* » Le fondateur du néoconservatisme américain, Irving Kristol, définit les idées du mouvement très différemment. En 1979, il explique déjà : « *Les néoconservateurs ne sont pas libéraux. Un état-providence conservateur est parfaitement compatible avec le néo-conservatisme.* » Il a réitéré ce point de vue dans

un manifeste récent. Si les néoconservateurs et les libéraux proposent des différences importantes sur la politique intérieure, leurs différences sur la politique extérieure sont encore plus rigides. Le noyau dur des Friedmaniens doit être massif en effet pour contenir de telles vues largement divergentes !

Une impulsion suicidaire

Klein confond également le libéralisme avec le corporatisme, arguant du fait que l'Etat-providence corporatiste est le zénith de la révolution de marché de l'école de Chicago. Klein conçoit que les libéraux de Chicago n'aient pas initialement promu l'État-providence: « *Mais ce n'est pas une aberration ; la croisade entière de l'école de Chicago est cette triple obsession privatisation, déréglementation et éclatement des corporations.* » mais elle n'explique pas pourquoi ces idées conduiraient à plus d'Etat providence et de copinages. Klein ne définit jamais clairement ce que sont les idées de Friedman, et elle ne donne aucune indication sur l'interprétation qu'elle leur donne. Son seul argument s'appuie sur le fait qu'elle considère les personnes qui ont mené les réformes comme des disciples de Friedman, car ils enrichissent des compagnies quand ils ont une opportunité. L'idée semble être que Friedman comme d'autres libéraux aiment des sociétés privées, ainsi si les gouvernements distribuent des contrats, des subventions, des privilèges, ils doivent être Friedmanien. Parfois il semble que n'importe quelle politique est néolibérale si des entreprises privées sont impliqués - même si un entreprise privé quelconque livre des dispositifs d'écoute illicite, par exemple. Si sa mauvaise compréhension du néoconservatisme est le résultat de son ignorance, sa confusion sur le libéralisme provient de la rhétorique de gauche classique qui l'a séduite. Les libéraux ont été toujours accusés par leurs adversaires de vouloir enrichir les sociétés, ainsi si quelque chose enrichit les sociétés, elle doit être de source libérale. Voici la traduction de Klein du point de vue de Friedman : Ce qu'il a compris était que dans des circonstances normales, les décisions économiques sont prises sur la base des intérêts contradictoires. Les travailleurs veulent du travail et des augmentations, les patrons veulent de bas impôts et des réglementations flexibles, et les politiciens doivent trouver un consensus entre ces contraintes. C'est pourquoi la doctrine de Friedman a besoin de crises car celles-ci suspendent « les circonstances normales » et permettent d'implanter un agenda qui satisfait les grands patrons pendant que le peuple est occupé à penser à autre chose. Les mots de Klein ressemblent un résumé tiré d'un essai de Friedman, mais elle n'explique jamais où il « a expliqué » ceci. Il n'y a aucune note de bas de page. Ce n'est pas le point de vue de Friedman. Au contraire, il a argué du fait que les « travaux et les augmentations de salaire » étaient les résultats à long terme des « bas impôts et d'une réglementation souple. » Mais il a également écrit que les intérêts corporatistes des lobbies détruisaient souvent ces effets bénéfiques. On aurait probablement des difficultés à trouver un économiste qui soit plus persistant que Friedman sur ce sujet afin de prévenir de la façon dont les corporations et les capitalistes conspirent contre le public afin obtenir des privilèges particuliers et des subventions. Comme Friedman l'a précisé : Les sociétés commerciales ne sont pas en général des défenseurs de la libre entreprise. Au contraire, elles sont l'une des sources de danger... Chaque homme d'affaires est en faveur de la liberté pour tout le monde, pour lui-même c'est une question différente. Nous devons avoir ce prix pour nous protéger contre la concurrence de l'étranger. Nous devons avoir cette disposition spéciale concernant la taxation. Nous devons telle ou telle subvention. Friedman a appelé cette recherche de faveurs « l'impulsion suicidaire des milieux d'affaires, » titre d'une conférence qu'il a donné plusieurs fois. C'était un thème constant des travaux de Friedman. Dans le premier épisode de sa série télé classique « Free to choose », c'est un peu comme si les prises de position de Friedman répondaient à l'argumentation de Klein: « *Je ne crois pas qu'il soit approprié d'opposer l'industrie au gouvernement. Au contraire, une des raisons pour lesquelles je suis en faveur d'un gouvernement léger est que les industriels ajoutés aux gouvernants forment ensemble une coalition contre le travailleur ordinaire et le consommateur ordinaire. Je pense que les affaires sont une institution merveilleuse dans laquelle face à la concurrence, les entreprises tendent à*

fabriquer un meilleur produit à un prix de moins en moins coûteux ; et c'est pourquoi je ne veux pas que le gouvernement intervienne et aide le milieu des affaires. »

Friedman d'une certaine façon est très proche de Klein : Le « *gouvernement dans des affaires importantes tend à redistribuer les fonds vers le haut.* »

Les libéraux ont été toujours accusés par leurs adversaires de vouloir enrichir des sociétés. Klein accuse Friedman de la même façon. Mais loin d'être un défenseur de cette attitude, Friedman était un de ses adversaires : « *L'entreprise privée est autorisée à rencontrer le succès seulement si elle soutient également les risques de la perte.*

Aucun obstacle, aucune subvention ne devrait être la règle. » Au lieu d'accuser Friedman de dire l'opposé de ce qu'il a affirmé, Klein pourrait reconnaître que l'État corporatiste est parfois la conséquence involontaire d'une économie ouverte et d'un gouvernement limité. Mais ses exemples soutiennent le contraire. Elle mentionne les oligarches russes, les Etats-Unis post-9/11, et la privatisation en Amérique latine.

Mais les oligarches et beaucoup des ventes réalisées en Amérique latine ont été la conséquence de l'exclusion de concurrents et d'étrangers du processus. En attendant, l'Irak a eu pour résultat une hausse massive des dépenses publiques pendant que de nombreux compétiteurs étaient empêchés. Si nous éliminons les malentendus et les déformations évidentes, il ne reste pas beaucoup des arguments de Klein contre le libéralisme et Milton Friedman dans « La stratégie du choc ». Son point essentiel

contre le mouvement libéral est-il vraiment que son gourou utilisait les crises pour susciter l'adhésion à ses idées et flatter les dictateurs fascistes et communistes afin d'obtenir leur support ? Que les disciples célèbres de l'économiste aient seulement des choses gentilles à dire aux dictateurs, aux meurtriers politiques, et aux terroristes du moment qu'ils adhèrent aux bonnes idées concernant le marché ? Que ces idées

puissent coexister confortablement avec l'oppression politique ? Si c'est le cas, Klein a un problème. John Maynard Keynes est son gourou économique. Il est devenu célèbre en raison de la Grande Dépression et de la deuxième guerre mondiale. Il a cité de l'Union Soviétique comme « impressionnante, » expliquant que ses idées étaient bien adaptées à un système totalitaire dans l'introduction à la traduction allemande de sa théorie générale en 1936. Le disciple qu'est Naomi Klein ne dit que des choses gentilles au sujet des dictateurs. Elle ne tarit pas d'éloges sur Cuba, Che Guevara, et le Hezbollah. Elle défend le Chef radical irakien Muqtada al-Sadr en tant que

représentant du courant principal de l'Irak et en tant que résistant. Les tenants du « nationalisme économique » comme Vladimir Putin, Hugo Chávez, et Mahmoud Ahmedinejad, qui démantèlent les institutions démocratiques ont ses faveurs. En d'autres termes, Klein ne semble s'intéresser aux dictateurs, aux fascistes, et aux meurtriers, seulement s'ils n'abaissent pas les impôts et les barrières du commerce.

Elle blâme le Président russe Boris Eltsine de la destruction de la démocratie en automne 1993, quand il a ignoré la majorité d'anti-Eltsine au parlement. Quand les législateurs ont occupé le bâtiment et ont réclamé sa démission, Eltsine a dissous l'assemblée et a provoqué de nouvelles élections. Elle admet qu'il y avait des groupes « fascistes » dans le camp parlementaire. Pourtant Fred Kaplan, un des journalistes

qui ont rendu visite aux occupants communistes et ultranationalistes, plaisante de cette description : « J'étais un parmi beaucoup des journalistes qui ont passé un après-midi étrange dans le bâtiment du parlement, parlant avec ses occupants armés, il n'y avait aucun démocrate parmi eux. » A nouveau, Klein a dû changer la chronologie pour l'adapter à son argumentation. Eltsine aurait dissous le parlement brutalement pour implémenter une thérapie de choc. Mais la seule thérapie de choc qu'a subie la Russie fut l'élévation des prix et le contrôle des devises, une année et demie plus tôt.

Depuis lors, Eltsine avait remplacé le premier ministre libéral Yegor Gaidar par le technocrate Viktor Chernomyrdin et avait dépensé presque \$7 milliards pour liquider les usines appartenant à l'Etat. Mais ce n'est pas le propos ici. Autre chose de plus intéressant, une majorité parlementaire accuse le président d'actes antidémocratiques et anticonstitutionnels et l'invite à se retirer. Le président ignore cette opposition, et le parlement reçoit l'aide des courants autoritaires pour lutter pour ce qu'ils appellent démocratie. Est-ce que ceci ne ressemble pas à un autre épisode dans l'histoire politique moderne ? C'est ce qui s'est produit au Chili en août 1973, quand la majorité

au parlement a invité les militaires à enlever Salvador Allende, qu'ils ont accusé de transformer le pays en dictature. Cependant, Klein considère Allende comme « un démocrate féroce, » tandis qu'elle appelle Eltsine, sans ironie intentionnelle, « un Pinochet russe. » Je ne plaide pas en faveur de tout ce qui s'est produit dans l'un ou l'autre de ces épisodes. Je porte l'attention sur le fait que Klein appelle un combat du président contre le parlement une attaque contre la démocratie, et le combat semblable d'un autre président une lutte pour la démocratie. Mais la différence n'est pas que l'un d'entre eux était plus démocratique que l'autre. Au moins pas de la manière dont le montre Klein- avec tous ses défauts, la gestion d'Eltsine était la plus démocratique dans l'histoire de son pays, tandis qu'il est difficile d'affirmer la même chose du règne turbulent d'Allende. En fait, la différence critique entre Allende au Chili et Eltsine en Russie est qu'un de ces présidents était largement en faveur des marchés libres et que l'autre s'était opposé à eux. Apparemment dans le monde de Klein, celui qui s'avère lutter contre les marchés libres, même s'il essaie de retirer un président démocratiquement élu, est un combattant pour la « démocratie ». Ainsi ce livre n'est pas un livre sur la démocratie. Ni non plus sur les crises. Rien dans « La stratégie du choc » ne suggère que Klein pense qu'il y a quelque chose de mal à employer des crises pour promouvoir ses idées. Cette tactique, serait seulement erronée si elle promeut de mauvaises idées. Klein elle-même n'a jamais hésité à suggérer ses propres solutions aux problèmes à propos de Katrina ou la guerre d'Irak, et elle ne considérerait jamais celles-ci comme un moyen cynique de tirer profit de la souffrance des autres- elle penserait que c'est un moyen pour aider les autres. La seule raison de suggérer les solutions libérales comme si cyniques et mauvaises est qu'elle pense que ces idées sont à l'origine horribles et dangereuses. Mais elle ne fournit aucun argument pour démontrer ceci. On doit prendre tout ceci pour argent comptant si on veut accorder le moindre crédit à la critique de Klein du « capitalisme de désastre. »

La vie sous le capitalisme sauvage

Étonnant, dans un livre de plus de 500 pages, Klein n'offre presque aucun argument à la personne qui n'est pas déjà convaincue que les marchés libres sont mauvais. Elle donne quelques exemples de la façon dont la pauvreté et le chômage ont augmenté peu après qu'une économie planifiée se soit effondrée, ou peu après que l'hyperinflation ait été réduite. Mais ce n'est pas surprenant, et c'est exactement ce que les économistes prévoiraient le plus souvent. Cependant, ils diraient également que c'est la seule voie de réduire la pauvreté et le chômage à la longue. Et c'est pourquoi Klein ne fournit jamais au lecteur de données sur une plus longue période. Elle dit que les réformes ont transformé la classe ouvrière chilienne en « pauvres jetables » mais n'admet jamais une seule fois que le Chili soit une « success story » sociale et économique de l'Amérique latine en supprimant quasiment l'extrême pauvreté. Elle écrit que les réformes ont augmenté les inégalités entre les villes et les zones rurales en Chine, mais elle ne mentionne jamais que ces développements ont également mené à la plus grande réduction de pauvreté de l'histoire. Dans le monde de Klein, celui qui s'avère lutter contre les marchés libres, même s'il tente de déposer un président démocratiquement élu, est un combattant pour la « démocratie ». 60 % de la population deviendrait une population défavorisée en permanence dans les pays qui libéraliseraient leur économie. Elle ne cite pas ses références. Il n'y a aucune note de bas de page et aucune source. Pourtant la pauvreté et le chômage sont les plus bas dans les pays de plus grande liberté économique. Dans le cinquième le plus libre des pays, la pauvreté selon les Nations Unies est de 15.7 %, et dans le reste du monde elle est de 29.8 %. Le chômage dans le quintile le plus libre est de 5.2 %, qui est moins que la moitié de ce qu'il est dans le reste du monde. Dans le quintile moins économiquement libre, rempli de restrictions à la propriété privée, où les entreprises, et le commerce sont des moyens d'aider les personnes à lutter contre la pauvreté, il est de 37.4 % et le chômage est de 13 %. Klein écrit que le capitalisme global est passé dans « sa forme plus sauvage » depuis 1990. Si elle a raison au sujet de la corrélation entre les marchés libres et les privations, la pauvreté devrait avoir augmenté à grande

vitesse depuis lors. L'opposé s'est produit. Entre 1990 et 2004, la pauvreté extrême dans les pays en développement a été réduite de 29 à 18 %, selon la banque mondiale. Ceci signifie que la pauvreté extrême a été réduite par le capitalisme « sauvage » avec un taux journalier de 54.000 personnes. La proportion de personnes vivant dans des taudis, qui sont un autre résultat de la libéralisation selon Klein, a été réduite de 47 à 37 % pendant les mêmes périodes. Ainsi il est important de préciser que les plus grandes améliorations ont eu lieu dans les parties du monde qui ont libéralisé le plus, tandis qu'il y a eu des reculs dans les pays les moins libéralisés. Si Klein est exact au sujet de la connexion entre les marchés libres et la violence politique, nous devrions également avoir vu plus de guerre et de dictatures dans l'ère du capitalisme « sauvage ». Klein insiste sur le fait que « le monde devient moins paisible » sans preuves. Elle a tort. Le nombre de conflits militaires impliquant au moins un état a diminué presque de 50 en 1990 à 31 de 2005. Le nombre de décès dus aux guerres en 2005 était le plus bas en un demi-siècle. En 1990 il y avait neuf génocides continus autour du monde. En 2005, il y en avait seulement un, au Darfour. En dépit de quelques exceptions remarquables, le monde devient plus paisible dans l'ère du capitalisme « sauvage ». Le monde est également devenu plus démocratique, contrairement aux implications de la thèse de Klein. En fait, alors que des marchés ont été ouverts, le monde a simultanément subi une révolution démocratique. Entre 1990 et 2007 le nombre de démocraties électorales a augmenté de 76 à 121. En 1990 il y avait plus de pays définis comme « non libres » par Freedom House. La stratégie du choc atteint au plus bas avec la critique de Milton Friedman et du libre-échange. Ce n'est probablement pas une coïncidence, il y a des textes de présentation de quatre auteurs de fiction sur le dos du livre.

Traduction (moyenne) réalisée par le crédule Libéral avec l'aide de Systran